

LE 10 FEVRIER UNE CINGLANTE ET LUCIDE RIPOSTE A VALERIE PECRESSE

A Paris et dans de grandes villes universitaires, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Strasbourg, des manifestations unitaires importantes se préparent, fondées sur l'engagement dans la grève active de milliers d'universitaires et d'étudiants. Les manœuvres de la ministre, lundi 9, n'ont pas entamé notre détermination.

Le gouvernement et la ministre sont singulièrement embarrassés par la participation croissante des enseignants-chercheurs, des enseignants et aussi des personnels BIATOSS dans les universités, des chercheurs et des ITA dans les organismes de recherche, comme des étudiants, sur la plupart des campus, aux actions construites et cohérentes de grève et de manifestations.

Nos revendications sont claires. Une immense détermination nous fédère.

Au lendemain du jour où, s'ajoutant aux dizaines de votes dans les conseils centraux et congrès des universités pour exiger le retrait des textes et dispositifs contestés, plus d'une quinzaine de présidents ont signé solennellement un appel dans le même sens à la Sorbonne, la ministre a tenté une piètre diversion : elle ne prend manifestement pas la mesure de la colère et de la détermination des collègues. Sur le seul décret statutaire, qu'elle ne retire pas (il suit donc son chemin au Conseil d'Etat), elle confie une "médiation" à la présidente du comité de suivi de la loi LRU, Madame Bazy-Malaurie. Une réunion est convoquée mercredi 11 février pour se contenter d'une hypothétique réécriture du décret, autant dire une réunion pour faire diversion. Cette pseudo-amorce de dialogue ne fait pas illusion auprès des universitaires. La ministre devrait savoir que nous n'avons pas besoin d'un médiateur pour discuter avec le gouvernement.

Sur le décret, une seule annonce est attendue. Comme des milliers de collègues l'exigent, appuyés par des présidents, des élus, des parlementaires : c'est le retrait total et définitif.

Le petit vivier dans lequel Valérie Pécresse puise ses conseillers la condamne à ne pas se mettre en situation de comprendre les exigences de l'université et de la recherche. Le comité de suivi de la loi LRU est connu pour un rapport rendu en décembre 2008 qui propose à la ministre, sur 18 préconisations, 17 entraves supplémentaires à la collégialité universitaire ! Quelle crédibilité pour la médiatrice ?

Le SNESUP appelle les universitaires, les chercheurs, les étudiants, toute la communauté scientifique à infliger, par leur participation massive à la grève et aux manifestations du mardi 10, une cinglante et lucide riposte à ces manœuvres.

Appel de la Sorbonne du 9 février

Les présidents d'université et les représentants d'université présents en Sorbonne appellent les deux ministres de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à retirer tous les projets de réforme controversés, condition nécessaire à l'ouverture de véritables négociations et à la relance du nécessaire processus de réforme auquel doit être associé l'ensemble de la communauté des universités et de la recherche.

Sont déjà signataires de cet appel les présidents : G. Molinié (Paris-4 Sorbonne), J.-L. Salzmann (Paris-13), B. Madeuf (Paris-10 Nanterre), C. Ozkul (Rouen), M.-Chr. Lemardeley (Paris 3), C. Condé (Besançon), A. Fraïsse (Montpellier 3), J. Legrand (INALCO), et L. Dumasy (Grenoble 3).